



Internet et usages : ce que la Libye a appris de la révolution en Égypte

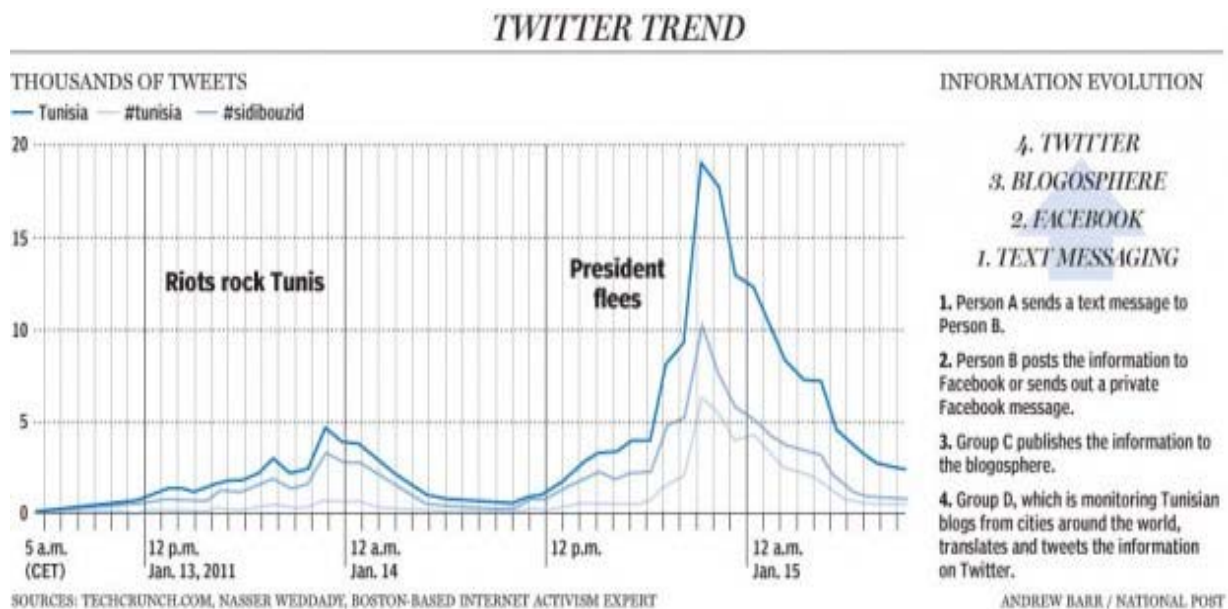
JEAN-LOUP RICHEL

Chercheur associé à l'Observatoire de géopolitique de la Chaire Raoul-Dandurand

Les usages d'Internet évoluent. Pour la révolution iranienne de juin 2009, Twitter était avant tout un outil de rassemblement¹, une caisse de résonance. A l'instar des pages d'événements Facebook, Twitter était utilisé comme rappel d'un lieu de rendez-vous, pour lancer des alertes à l'extérieur du pays ou pour rendre compte d'un événement en direct. Les nouvelles étaient diffusées tant sur les blogs d'activistes que sur d'autres réseaux comme Orkut, Badoo ou encore HI-Five.

Les révolutions tunisienne et égyptienne ont vu apparaître de nouvelles façons d'utiliser les réseaux sociaux². Certes, comme pour la révolution iranienne, les protestations ont été relatées et encouragées en ligne ; mais elles ont été également coordonnées via les réseaux sociaux. Ainsi, en Tunisie début janvier 2011, Twitter a été utilisé pour prévenir des emplacements de snipers, demander de l'aide aux autres personnes de son quartier, organiser la logistique des manifestations ou demander des urgences médicales (voir figure 1 et 2).

Figure 1 : Transmission des messages sur Twitter³

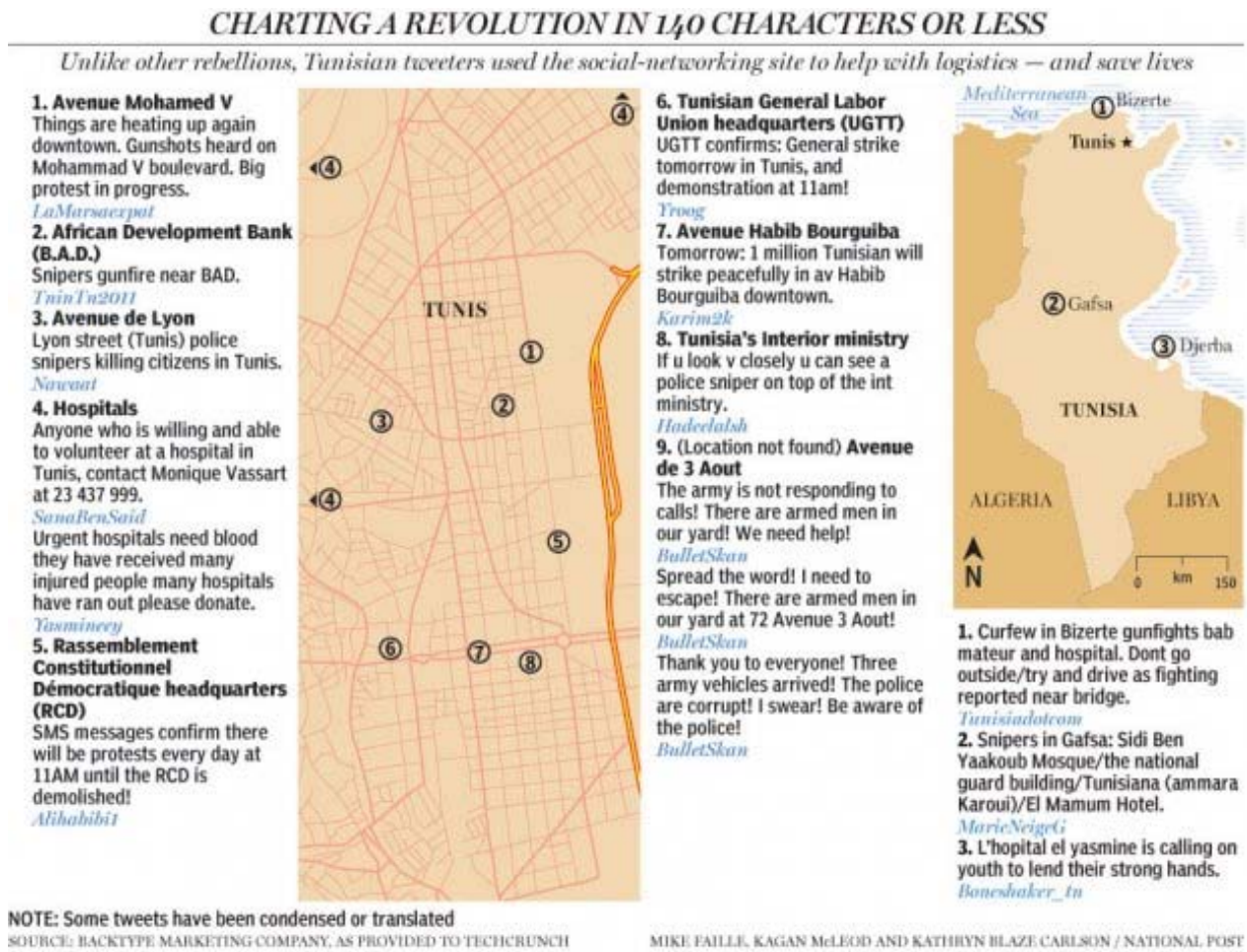


¹ Mouillard, S. (2009) « Iran, la Révolution Twitter ? », <http://www.liberation.fr/monde/0101574203-iran-la-revolution-twitter>, page consultée le 22/03/11.

² Maher, K. (2011) « What's Happening in Tunisia? », <http://blogs.ndi.org/blog/2011/01/whats-happening-tunisia>, page consultée le 22/03/11.

³ Weddady, N., Techcrunch.com, et Barr, A., National Post ; disponible à <http://nationalpostnews.files.wordpress.com/2011/01/trendlarge.jpg?w=620>, page consultée le 22/03/11.

Figure 2 : Utilisation de Twitter pour la logistique⁴



Les protestations égyptiennes ont également été relayées sur les réseaux sociaux, et ces derniers ont contribué aux opérations de communication des manifestants⁵. Le 25 janvier 2011 sur Facebook, la page prévoyant la manifestation de « la journée de la colère » comptait plus de 90 000 membres. Devant l'ampleur de la manifestation, Twitter a été bloqué partiellement par le régime égyptien dès le mardi 25 janvier⁶ (tous les messages faisant référence à l'événement étaient censurés). Le 27 janvier 2011 en fin de soirée, Internet était coupé dans tout le pays⁷, et les opérateurs de téléphonie mobile étaient sommés par le régime égyptien de suspendre leurs services. Le dimanche 30 janvier, les grandes entreprises et la bourse

⁴ Source du document : Techcrunch.com et Faille, M., McLeod, K. et Blaze Carlson, K., National Post. Disponible à <http://nationalpostnews.files.wordpress.com/2011/01/twittermaplarge.jpg?w=620>, page consultée le 22/03/11.

⁵ Green, D. (2011) « What caused the revolution in Egypt ? », <http://www.guardian.co.uk/global-development/poverty-matters/2011/feb/17/what-caused-egyptian-revolution>, page consultée le 23/03/11.

⁶ Voir le tweet de Paul Bradshaw du 25/01/11 « Egyptian Authorities block twitter, Bambuser and other websites », http://aaliens.com/view/breaking_egyptian_authorities_blocks_twitter_bambuser_and_other_websites_jan25_arabcrunch, page consultée le 23/03/11, reliant vers la news d'Arab Crunch donnant plus de détails sur le blocage gouvernemental : <http://arabcrunch.com/2011/01/breaking-egyptian-authorities-blocks-twitter-bambuser-and-other-websites-jan25.html>, un blocage confirmé par Vodafone Egypt le jour même : <http://twitter.com/#!/VodafoneEgypt/status/29927017323433984>.

⁷ Le Monde.fr, édition du 28/01/11 « L'Égypte coupée d'Internet », http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2011/01/28/l-egypte-coupee-d-internet_1471708_3218.html, page consultée le 24/03/11.

du Caire étaient également coupés du monde (nb : la bourse du Caire n'a rouvert que le 23 mars 2011 après s'être clôturée le vendredi 27 janvier sur plus de 12 milliards de dollars de pertes). Internet fut finalement rétabli partiellement le 2 février 2011 devant le coût astronomique généré par cette mesure (au moins 90 millions de dollars pour cinq jours de coupure, selon l'OCDE⁸).

Quelles leçons la Libye a-t-elle tiré de la révolution en Egypte ?

Le régime d'Hosni Moubarak a commis une erreur en coupant totalement Internet : non seulement cela a coûté cher à l'économie égyptienne (recul de la bourse du Caire, fermeture des entreprises) mais cela a également renforcé la couverture des médias internationaux sur l'Egypte. Al-Jazeera s'est ainsi montrée très critique envers le régime égyptien, couvrant les manifestations par des reportages, mettant en ligne des images et vidéos prises par les manifestants. Les informations de la chaîne étaient rediffusées sur les réseaux d'autres chaînes satellites. Les réseaux satellitaires ont également subi la censure (arrestation de journalistes d'Al-Jazeera au Caire, coupure de la plateforme satellite Nilesat et perturbation des plateformes Arabsat et Hotbird). Le contournement proposé par Google⁹ (permettant d'utiliser Twitter par téléphone), ainsi que le faible effet de la coupure des réseaux satellites ont vraisemblablement contribué à l'arrêt du blocage.

La Libye de Kadhafi adopte une stratégie différente, plus proche de celle de l'Iran. Plutôt que de couper Internet totalement et sans discernement, elle a mis en place des filtres et des coupures partielles. Le trafic internet est extrêmement ralenti (voir figure 3).

Figure 3 : Le trafic internet sur des sites comme Youtube est erratique¹⁰



Ce que la Libye a appris de Moubarak, c'est que la coupure totale d'Internet a été vue par la communauté internationale comme un acte désespéré de la part du régime. Moubarak pensait qu'en fermant les valves du web, en coupant les communications du pays, il aurait peut-être une chance de faire le ménage avant que les caméras ne reviennent. Il s'est paradoxalement attiré l'opprobre des médias internationaux (« Moubarak liberticide ») et a ainsi renforcé son opposition. A la différence de l'Egypte, qui compte cinq fournisseurs de services Internet, la Libye n'en a qu'un, Libya Telecom and Technology¹¹, une entreprise dirigée par l'aîné de Kadhafi. On peut vraisemblablement penser que la mise en place des filtres a été

⁸ Cheminat, J. (2011) « Une coupure d'Internet estimée à 65 millions d'euros pour l'Egypte » <http://www.lemondeinformatique.fr/actualites/lire-une-coupure-d-internet-estimee-a-65-millions-d-euros-pour-l-egypte-32812.html>, page consultée le 14/04/11.

⁹ Radio-Canada.ca , le 31/01/11 « Google et Twitter à la rescousse de la révolution égyptienne », <http://www.radio-canada.ca/nouvelles/International/2011/01/31/013-egypte-google-twitter-messages.shtml>, page consultée le 25/03/11.

¹⁰ Source du diagramme : Google Transparency Report <http://www.google.com/transparencyreport/traffic/?r=LY&l=YOUTUBE&csd=1298716935190&ced=1299321735190>.

¹¹ Plus de détails ici http://en.wikipedia.org/wiki/Libya_Telecom_%26_Technology.

Les réseaux sociaux ont permis de « démystifier la révolution » en faisant prendre conscience aux utilisateurs que les mouvements révolutionnaires n'étaient pas l'œuvre de partis politiques ou d'autres organisations. Certes, il y a eu des leaders d'opinions, des bloggeurs influents, mais les véritables acteurs des manifestations n'étaient pas des activistes mais des citoyens ordinaires. Les manifestations organisées sur les réseaux sociaux ne mettaient pas en avant la présence d'hommes politiques, d'associations ou d'autres organisations. Elles mettaient en valeur et impliquaient des personnes du quotidien, et ceci a peut-être contribué à rendre l'adhésion plus facile. Par conséquent, la Libye a mis en place des filtres, bloquant complètement l'accès à certains sites clefs¹³.

Finalement, en choisissant une coupure partielle plutôt qu'une coupure totale, en ralentissant le trafic plutôt qu'en le fermant complètement, Kadhafi prouve qu'il a capitalisé sur les erreurs de Moubarak : il reste maître des communications. Cependant, même si Internet est sévèrement bridé, les internautes libyens continuent de faire passer des messages sur les événements de la rue : Google propose un service téléphonique pour utiliser Twitter via un système de messagerie vocale, et d'autres médias comme bambuser.com et audioboo.fm continuent de relayer les informations du pays (les internautes peuvent mettre en ligne de courts enregistrements audio depuis leurs téléphones intelligents). Peut-on parler d'un rôle politique de ces entreprises ? On se rappelle des déboires de Google en 2006, forcé par le gouvernement thaïlandais d'enlever une vingtaine de vidéos offensantes de Youtube sous peine de se voir bloquer l'accès au marché. En 2007, Google s'était retrouvé aux prises avec le gouvernement turc pour des faits similaires et avait cédé aux exigences. Néanmoins, les plaintes en 2006 du parti politique indien Shiv Sena adressées à Google pour « diffamation et insultes » étaient restées lettres mortes pour cause de liberté politique et d'expression (Google n'allait pas bloquer les sites web d'opposants politiques). C'est en 2008 que la position de Google s'affirme en matière de défense de la liberté d'expression : l'entreprise maintiendra ses contenus tant qu'ils ne violent pas les règles d'utilisations de service¹⁴. En janvier 2011, Google a mis fin à son autocensure en Chine. La question demeure : jusqu'à quel point une multinationale doit-elle se conformer aux lois des pays dans lesquelles elle s'étend, et jusqu'à quel point doit-elle obéir aux requêtes des gouvernements étrangers ? Le conflit d'intérêt de Google est assez évident : d'un côté, le géant du web tente de conserver ses marchés; de l'autre, l'entreprise promeut la liberté d'expression et de pensée¹⁵. Le rôle de Google dans ces manifestations est un mélange d'opération de communication et de défense de la liberté d'expression.

L'accès à Internet dans les régimes autoritaires est considéré par de nombreuses personnes comme un oxymore. En effet, comment un outil qui promeut la démocratie, la liberté d'expression et d'accès à l'information pourrait être utilisé dans un régime qui vise à sauvegarder des valeurs inverses ? Internet est souvent perçu comme synonyme de liberté : à la différence de moyens traditionnels de communication (radiodiffusion, télédiffusion), la production et diffusion d'information sur Internet ne requiert qu'un faible investissement¹⁶. Cependant, le réseau informatique n'est en fait qu'un outil de diffusion, pouvant servir autant l'accès à l'information et à la connaissance que d'outil de surveillance. Internet est un outil neutre, qui n'est en aucun cas lié au système politique démocratique. Un régime autoritaire peut très bien contrôler le contenu virtuel et diffuser sur le web un contenu qui promeut ses propres intérêts. Tel fut le cas en Libye où le régime de Kadhafi maîtrise l'outil internet. Mais la Chine est

¹³ Comme par exemple Facebook. Ci dessous le témoignage d'un Libyen tentant de trouver un moyen détourné d'accéder au réseau social : http://www.fixya.com/support/t8525938-open_facebook_in_libya_codnt_find, page consultée le 25/03/11.

¹⁴ Eric Schmidt, PDG de Google, lors d'une interview en mai 2007 : "YouTube encourages free speech and defends everyone's right to express unpopular points of view."

¹⁵ Voir à ce sujet cet article de Rosen, J. (2008) « Google's Gatekeepers » <http://www.nytimes.com/2008/11/30/magazine/30google-t.html?pagewanted=1&ref=magazine>, page consultée le 16/04/11.

¹⁶ Bayard, B. (2009): « L'imprimerie a permis au peuple de lire, internet va lui permettre d'écrire », 'La Bataille Hadopi', éditions In Libro Veritas, Paris.

aussi un très bon exemple de cet usage d'Internet. Pékin s'est en effet servi de cet outil dans sa lutte contre la corruption¹⁷, ou pour promouvoir des réformes au niveau local (par exemple, la réforme des taxes du Xinjiang) et le développement des régions pauvres. De l'autre côté, le régime a limité l'impact politique d'Internet en mettant en place des filtres, de la censure, des équipes de surveillance des activités sur le web et enfin une culture de l'auto-censure.

Le cas de Cuba est intéressant de par son approche assez extrême de l'Internet : le régime contrôle en effet le contenu (filtres, censure, surveillance) mais également l'accès au contenu : il faut une autorisation pour avoir Internet chez soi (justifier le besoin, par exemple pour un chercheur ou un haut fonctionnaire) et le prix de la connexion est dissuasif (une demi heure de connexion dans le cybercafé d'un hôtel coûte plus de 10\$, soit la moitié du salaire mensuel d'un petit fonctionnaire).

On parle du « dilemme du dictateur » (Boas, 2000) quand est évoqué le rôle de l'Internet dans les régimes autoritaires. En effet, autoriser l'accès à Internet n'est pas une décision simple pour un dictateur. Ainsi, à la différence du téléphone, qui permet une communication de type un à un (un émetteur, un récepteur) ou de la radio/télévision, qui permettent une communication de type un à plusieurs (un émetteur, plusieurs récepteurs), l'Internet est un médium qui permet à ses utilisateurs d'envoyer et de recevoir d'une multitude de sources. De par sa nature même, Internet rend difficile un contrôle centralisé et complique le travail des censeurs. Les contestataires peuvent communiquer sur des serveurs privés, encrypter leurs communications, et collaborer à moindre coût. D'un côté, Internet a un potentiel de disruption certain pour un régime autoritaire, mais d'un autre côté, il peut constituer un atout économique important¹⁸.

Certes, dans le cas de l'Egypte, Internet s'est révélé être un véritable fléau, une menace directe qui a contribué à renverser Moubarak. Mais d'autres régimes autoritaires comme celui de la Chine ou de la Libye ont montré qu'ils avaient dépassé le dilemme d'Internet (entre déstabilisation politique et ouverture économique), en se servant de cet outil dans le cadre de leurs politiques de contrôle, de développement et de diffusion d'une information officielle. L'usage et l'accès à la technologie étant régulés, ces régimes ne considèrent plus Internet comme une menace directe. Cependant, gardons à l'esprit l'essai de Kalathil et Boas (2003), qui abordait les usages d'Internet dans les régimes autoritaires : Internet n'est plus une remise en question directe de l'autorité politique, mais devient une menace plus subtile, indirecte, une brèche pour la liberté. Internet devient le « cheval de Troie » de l'ouverture démocratique.

Références

- Boas, Taylor C. "The Dictator's Dilemma: The Internet and U.S. Policy Toward Cuba." *The Washington Quarterly* 23.3 (2000): 57-67.
- Egré, P. (2002). « Internet, nouveau territoire de lutte pour les opposants politiques en exil », *Hommes et Migrations*, n°1240, pp. 53-61.
- Kalathil, S., Boas, T.C. (2003). « Open Networks, Closed Regimes: The Impact of the Internet on Authoritarian Rule », ed. Carnegie Endowment for International Peace, Washington DC.
- Kluver, R., Qiu, K.L. (2003). « China, the Internet and Democracy », *Rhetoric and Reality: The Internet Challenge for Democracy in Asia*, ed. Indrajit Banerjee, Singapore: Eastern University Press.
- Zuckerman, E. (2010). « Intermediary Censorship », *Access Controlled: the Shaping of Power, Rights and Rules in cyberspace*, ed. MIT Press.



Chaire Raoul-Dandurand
en études stratégiques et diplomatiques
Raoul Dandurand Chair
of Strategic and Diplomatic Studies

¹⁷ Zylberman, J., Cheminat, P. (2010). « Pékin utilise les internautes contre la corruption locale », *France 24*. <http://www.france24.com/fr/20100127-p-kin-utilise-internautes-contre-corruption-locale> page consultée le 28/03/11.

¹⁸ Li, L. (2011) « China's Internet Economy Can't Stop Growing », <http://www.penn-olson.com/2011/02/11/china-internet/>, consulté le 20/04/11.